

JOURNAL OFFICIEL

DES

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 95
N° 2.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 15
NO TENUARE 1946.

ABONNEMENTS

	IN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Etablissements fran- çais de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers : la ligne	5 fr.
Les mêmes, renouvelées	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	2 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTE DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1945 13 déc. Décret n° 45-0144, approuvant une délibération des Délégations Economiques et Financières en date du 4 juillet 1945 relative à la suppression de l'impôt des routes et de l'impôt des 20 décimes additionnels à l'impôt des routes dans les Etablissements français de l'Océanie (Arrêté de promulgation n° 26 s.g., du 10 janvier 1946)	8

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1945 28 déc. Arrêté n° 1144 p.t.t., portant à 0,40 franc-or par mot la taxe terrestre de la station côtière de Mahina-Ta- hiti Radio à partir du 1 ^{er} janvier 1946	8
28 déc. Arrêté n° 1145 s.g., prescrivant l'exécution provisoire du budget de l'exercice 1946 sur les bases de celui de l'exercice 1945	8
28 déc. Arrêté n° 1146 p.t.t., portant retrait du service de certaines vignettes postales n'ayant plus de valeur correspondante d'affranchissement	8
31 déc. Décision n° 1148 s.g., portant admission de Madame Pottier (Marie, Thérèse) à l'asile des vieillards au titre des indigents du Service local	9
1946 3 janv. Décision n° 7 c., portant nomination d'un agent de po- lice, à titre temporaire	9
4 janv. Décision n° 10 s.g., nommant la commission d'attri- bution des bourses métropolitaines pour l'année 1946	10
4 janv. Décision n° 11 c., allouant à Monsieur Bailly, premier pilote du Port de Papeete, une indemnité forfaitaire pour travail supplémentaire	10
5 janv. Arrêté n° 14 s.g., approuvant le budget de la Com- mune d'Uturoa pour l'exercice 1946	10
9 janv. Décision n° 15 s.g., nommant une Commission chargée d'incinérer des vignettes postales	10
9 janv. Décision n° 16 s.g., allouant le reliquat de la subven- tion 1945 à diverses sociétés sportives	11

11 janv. Arrêté n° 30 s., prescrivant la vaccination anti-tyhoï- dique obligatoire dans l'île de Tabiti	11
11 janv. Arrêté n° 35 p.t.t., fixant à partir du 15 janvier 1946 le taux de conversion du Franc-or pour l'établis- sement des taxes télégraphiques en francs colonies du Pacifique	11
Extraits	12

AVIS OFFICIELS

Décisions du Contentieux administratif. — Audiences des 5, 6 et 29 décembre 1945	12
Service météorologique. — Résumé des observations du mois de dé- cembre 1945	20

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces diverses	19
-------------------------	----

PARTIE OFFICIELLE

ACTE DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 26 s.g., promulguant un acte du pouvoir central.
(Du 10 janvier 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'O-
CÉANIE,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gou-
vernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, re-
lative à la promulgation et à la publication dans les colonies, des
lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels ;

Vu le télégramme n° 7 AE/FI du 4 janvier 1946 du ministre des
colonies,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français
de l'Océanie pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

Le décret n° 45-0144 du 13 décembre 1945 approuvant une dé-

libération des Délégations Economiques et Financières en date du 4 juillet 1945 relative à la suppression de l'impôt des routes et de l'impôt des 20 décimes additionnels à l'impôt des routes dans les Etablissements français de l'Océanie.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 janvier 1946.
HAUMANT.

DÉCRET n° 45-0144 portant approbation d'une délibération des Délégations Economiques et Financières en date du 4 juillet 1945 relative à la suppression de l'impôt des routes, de l'impôt extraordinaire de 20 décimes additionnels à l'impôt des routes dans les Etablissements français de l'Océanie (publié au J.O.R.F. n° 306 du 27 décembre 1945, page 8613).

(Du 13 décembre 1945.)

(Le texte du présent décret sera publié dès sa réception dans la Colonie.)

DÉLIBÉRATION DES DÉLÉGATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Les Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie, délibérant conformément à l'article 18 du décret du 1^{er} octobre 1932 instituant des Délégations Economiques et Financières dans la colonie ont adopté dans leur séance du 4 juillet 1945 la délibération dont la teneur suit :

Impôt des routes et 20 décimes additionnels.

Article unique. — Pour compter du 1^{er} janvier 1946, l'impôt des routes institué dans la colonie par décret du 4 décembre 1935 et l'impôt extraordinaire de 20 décimes additionnels à l'impôt des routes institué par décret du 25 janvier 1940 et prorogé en 1945 par décret n° 45-622 du 9 avril 1945, sont supprimés.

Un Secrétaire,
C. PASSARD.

Le Président,
A. POROI.

Approuvé en Conseil Privé dans sa séance du 18 juillet 1945.

Le Gouverneur,
ORSELLI.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 1144 p.t.t., portant à 0,40 franc-or par mot la taxe terrestre de la station côtière de Mahina-Tahiti Radio à partir du 1^{er} janvier 1946.

(Du 28 décembre 1945.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 24 décembre 1919 portant à 1 franc par mot la taxe radiotélégraphique locale et rétablissant la taxe de 0 fr. 10 par récépissé de dépôt de radiotélégramme ;

Vu le règlement additionnel des radiocommunications (revision du Caire 1938) annexé à la Convention internationale des télécommunications (Madrid 1932) ;

Vu la dépêche ministérielle n° 7104 du 24 août 1938 ;
Sur la proposition du Chef du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance le 27 décembre 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La taxe terrestre de la station côtière de Mahina-Tahiti Radio est fixée à 0,40 franc-or par mot à partir du 1^{er} janvier 1946.

Art. 2. — La taxe télégraphique intérieure de Tahiti reste fixée à 0,10 franc-or par mot.

Art. 3. — Est abrogé à partir du 1^{er} janvier 1946 l'arrêté du 24 décembre 1919 portant à 1 franc par mot la taxe radiotélégraphique locale.

Art. 4. — Le Secrétaire Général et le Chef du service des Postes, Télégraphes et Téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1945.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 1145 s.g., prescrivant l'exécution provisoire du budget de l'exercice 1946 sur les bases de celui de l'exercice 1945.

(Du 28 décembre 1945.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 70 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le retard apporté dans la formation de la nouvelle Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, chargée du vote du budget ;

Vu l'urgence ;

Sur le rapport du Secrétaire Général ;

Le Conseil Privé entendu le 27 décembre 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — En attendant le vote du budget de l'exercice 1946 par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, il sera procédé à son exécution sur les bases du budget de l'exercice 1945.

Art. 2. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1945.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 1146 p.t.t., portant retrait du service de certaines vignettes postales n'ayant plus de valeur correspondante d'affranchissement.

(Du 28 décembre 1945.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la circulaire ministérielle n° 969/TR en date du 17 mai 1945, accompagnée de la décision n° 9 établissant la série normale des valeurs fiduciaires postales utilisées dans les colonies ;

Vu la lettre n° 216/PTT en date du 5 octobre 1945 demandant à Monsieur le Ministre des Colonies l'autorisation d'incinérer les figurines postales n'ayant plus de valeur correspondante d'affranchissement ;

Vu le télégramme du Département des Colonies n° 410/TR, reçu le 3 Décembre 1945, autorisant le retrait des vignettes postales demandées ;

Sur la proposition du Chef du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones *p.i.* ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 27 décembre 1945,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les figurines postales mentionnées sur le tableau ci-annexé seront retirées du service à partir du 1^{er} janvier 1946.

Art. 2. — Ces vignettes seront incinérées en présence d'une Commission désignée par le Chef de la Colonie.

Le procès-verbal d'incinération justifiera dans les écritures de la Recette principale des Postes, Télégraphes et Téléphones, la diminution des valeurs en Caisse.

Art. 3. — Le Secrétaire Général, le Trésorier-Payeur et le Chef du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1945.

HAUMANT.

Liste des figurines postales à retirer du service à partir du 1^{er} janvier 1946.

Valeurs	Couleurs	Types
1^{re} Timbres-postes ordinaires		
0,01	gris	Pêcheurs
0,03	ciel	"
0,05	mauve	"
0,05	sepia	France Libre
0,15	vert	Pêcheur
0,20	rouge	"
0,25	bleu gris	Femme indigène
0,25	vert	France Libre
0,35	vert foncé	Tiki
0,45	orange	Femme indigène
0,45	vert	"
0,55	bleu	"
0,65	brun	"
0,70	vermillon	"
0,75	sepia	"
0,90	rouge	"
1,25	rouge	Tiki
1,25	brun	"
1,40	jaune	"
1,60	violet	"
1,75	gris	"
2,25	bleu	"
2,25	bleu	Exposition New-York
2,50	bleu	France Libre
Carte postale 1,50	Carte postale familiale	
2^e Chiffres-taxes		
0,05	bleu	Cascade Fautau
0,60	vert violet	"

DÉCISION n° 1148 s.g., portant admission de Madame Pottier (Marie, Thérèse), à l'asile des vieillards au titre des indigents du Service local.

(Du 31 décembre 1945).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 245 s.g. du 11 mars 1932 réorganisant le fonctionnement du Service de Santé dans les Etablissements français de l'Océanie et notamment les articles 67 à 70 ;

Vu le rapport du Chef du Service de la Sûreté en date du 18 décembre 1945,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La dame Pottier (Marie, Thérèse) est admise à l'asile des vieillards de Papeete au titre des indigents du Service local.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 31 décembre 1945.

HAUMANT.

DÉCISION n° 7 c., portant nomination d'un agent de police, à titre temporaire.

(Du 3 janvier 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939, fixant la situation des personnels des Administrations de l'Etat en temps de guerre, et le décret du 20 septembre 1939, portant application aux colonies du décret susvisé ;

Vu le décret du 20 mai 1941, relatif à la situation des personnels civils rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies relevant du Conseil de défense de l'Empire français ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1920, réorganisant le cadre local de la Police ;

Vu l'arrêté n° 1451 a.g.f., du 28 décembre 1937, portant modification à la hiérarchie du personnel du cadre local de la Police et fixant à nouveau les soldes de ce personnel ;

Vu le dossier de candidature de Monsieur Robson (Willy, John) ;
Sur la proposition du Chef du Service de la Sûreté et l'avis favorable du Chef du Cabinet, chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Monsieur Robson (Willy, John) est nommé, à partir du 1^{er} janvier 1946, agent de police de 2^e classe du cadre local à titre temporaire, en remplacement numérique de Monsieur Teihourii a Taae, admis à la retraite.

Art. 2. — Monsieur Robson (Willy, John) sera soumis aux mêmes règles que le personnel du cadre local de la Police et percevra, à compter du 1^{er} janvier 1946, la solde et les accessoires de solde afférents à son grade. La retenue pour pension ne sera effectuée sur sa solde que lors de sa titularisation, le cas échéant, dans le cadre.

A cette date, l'intéressé pourra demander la validité de ses services antérieurs, à partir de la date de son admission dans le cadre comme agent de police de 2^e classe, à titre temporaire.

Art. 3. — A la cessation des hostilités, Monsieur Robson (Willy) pourra, sur la proposition du Chef du Service de la Sûreté, être titularisé avec son grade dans le cadre de la Police avec effet rétroactif du 1^{er} janvier 1946 au point de vue de l'ancienneté.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 3 janvier 1946.

HAUMANT.

DÉCISION n° 10 s.g. *nommant la commission d'attribution des bourses métropolitaines pour l'année 1946.*

(Du 4 janvier 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 688 du 3 juillet 1936 réorganisant la concession des bourses d'enseignement et des allocations scolaires dans les Établissements français de l'Océanie, notamment l'article 20;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La commission d'attribution des bourses métropolitaines est composée comme suit pour l'année 1946 :

MM. le Secrétaire Général,	<i>Président ;</i>
le Chef du Service de l'Enseignement ou son représentant,	<i>Membre ;</i>
Montaron Philibert, conseiller privé,	—
le Chef du Service des Travaux Publics,	—
le Chef de la Sûreté,	—
Villierme Henri, père,	—
Fotius, instituteur de l'Ecole Centrale, secrétaire avec voix délibérative.	

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 4 janvier 1946.

HAUMANT.

DÉCISION n° 11 c., *allouant à M. Bailly, premier pilote du port de Papeete, une indemnité forfaitaire pour travail supplémentaire.*

(Du 4 janvier 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 726 s.g., du 12 octobre 1944, modifiant celui n° 540 a.g.f., du 2 juin 1939, portant régularisation et codification des allocations accessoires de solde du personnel des cadres locaux

Vu la décision n° 871 c., du 8 octobre 1945, chargeant provisoirement Monsieur Bailly (Georges) du Service du Port et de la Navigation;

Considérant que Monsieur Bailly est astreint à un travail sup-

plémentaire, excédant les obligations de son service normal, évalué mensuellement à 35 heures de jour et 20 heures de nuit;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Il est alloué à Monsieur Bailly (Georges) premier pilote du port de Papeete, chargé du Service du Port et de la Navigation, une indemnité pour heures supplémentaires fixée forfaitairement à sept cent cinquante francs (750 fr.) par mois.

Art. 2. — La présente décision qui aura effet à compter du 6 octobre 1945, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 4 janvier 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 14 s.g., *approuvant le budget de la Commune d'Uturoa pour l'exercice 1946.*

(Du 5 janvier 1946)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 18 juin 1945 créant une Commune à Uturoa, chef-lieu de l'archipel des Iles-sous-le-Vent;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 23 novembre 1945;

Sur le rapport du Secrétaire Général;

Le Conseil Privé entendu le 5 janvier 1946,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le budget de la Commune d'Uturoa, pour l'exercice 1946, est approuvé, tant en recettes qu'en dépenses à la somme de : Deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille huit cents francs (299.800 frs).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 janvier 1946.

HAUMANT.

DÉCISION n° 15 s.g., *nommant une commission chargée d'incinérer des vignettes postales.*

(Du 9 janvier 1946.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'article 2 de l'arrêté n° 1146 p.i.t. du 28 décembre 1945, portant retrait du service de certaines vignettes postales n'ayant plus de valeur correspondante d'affranchissement;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une commission composée de :

MM. Ramos, Chef du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones, p.i.,	<i>Président ;</i>
Demay, Chef du Service de la Sûreté, délégué du Gouverneur des Établissements français de l'Océanie,	<i>Membre ;</i>

Guilbert, Payeur de 3^e classe de la Trésorerie des Etablissements français de l'Océanie,

Membre.

se réunira sur la convocation de son Président à l'effet d'incinérer certaines vignettes postales n'ayant plus de valeur correspondante d'affranchissement, conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 1146 p.t.t. du 28 décembre 1945 susvisé.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 9 janvier 1946.

HAUMANT.

DÉCISION n° 16 s.g., *allouant le reliquat de la subvention 1945 à diverses sociétés sportives.*

(Du 9 janvier 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées aux sociétés privées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies ;

Vu la décision n° 638/s.g., du 23 juillet 1945 allouant des subventions à diverses sociétés sportives ;

Vu la lettre n° 1029 du 20 décembre 1945 du Président de la Commission sportive ;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Le reliquat de la subvention 1945 accordée aux sociétés sportives soit 10.000 francs sera réparti comme suit ;

Association sportive "Excelsior" : Deux mille six cents francs, 2.600 frs.

Association sportive "Les amis de l'Ecole centrale" : Deux mille six cents francs, 2.600 frs.

Association sportive "Fei Pi" : Deux mille deux cents francs, 2.200 frs.

Association sportive "Jeunes Tahitiens" : Deux mille six cents francs, 2.600 frs.

Art. 2. — Ces subventions ne seront mandatées qu'autant que les documents prévus par le décret du 19 juin 1938 auront été produits.

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 9 janvier 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 30 s., *prescrivant la vaccination anti-typloïdique obligatoire dans l'Île de Tahiti.*

(Du 11 janvier 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 20 mai 1910, art. 7 et l'arrêté n° 2204 a.g.f. du 31 décembre 1938, art. 3, sur la protection de la santé publique ;

Vu l'avis du Comité d'Hygiène en sa séance du 20 décembre 1945 ;
Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 11 janvier 1946,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La vaccination anti-typloïdique est rendue obligatoire dans l'Île de Tahiti, pour tous les habitants de 3 ans à 60 ans.

Art. 2. — Elle sera pratiquée gratuitement par le Service de Santé :

1^o) dans la Commune de Papeete, au dispensaire de l'Hôpital, tous les lundi et jeudi de chaque semaine, de 9 heures à 11 heures.

2^o) à la Chefferie de chaque district, suivant les secteurs, aux jours et heures indiqués par placard.

Art. 3. — M. le Maire de la Commune de Papeete et les Présidents des Conseils de district mettront à la disposition de l'équipe de vaccination la liste complète des habitants de leur circonscription.

Art. 4. — Les opérations de vaccination commenceront le 15 janvier 1946 à Paea.

Art. 5. — Conformément aux dispositions du décret n° 45.889 du 3 mai 1945, promulgué à la Colonie par arrêté n° 742 s.g., du 30 août 1945, (J.O.E.F.O. du 15 septembre 1945, page 240), ceux qui ne répondraient pas à l'appel, seront passibles d'une amende de 16 à 100 francs.

Art. 6. — Le Chef du Service de Santé, le Chef de Circonscription de Tahiti et Dépendances, le Chef du Service Judiciaire, le Maire de la Commune de Papeete et les Présidents des Conseils de districts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 janvier 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 35 p.t.t., *fixant à partir du 15 janvier 1946 le taux de conversion du Franc-or pour l'établissement des taxes télégraphiques en francs colonies du Pacifique.*

(Du 11 janvier 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES.

GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le télégramme n° 13 CIR/TR en date du 5 janvier 1946 du Ministre des colonies ;

Sur la proposition du Chef du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones p. i. ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 11 janvier 1946,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les articles 1^{er} et 3 de l'arrêté 830 p. t. i. du 27 novembre 1944 fixant le taux de conversion du Franc international sont abrogés.

Art. 2. — Le taux de conversion du Franc-or en francs des Colonies du Pacifique applicable aux taxes télégraphiques du régime international est fixé à 16,2 à partir du 15 janvier 1946.

Art. 3. — Les dispositions concernant la réduction de 50 % applicable aux taxes de base en Francs-or dans les relations télégraphiques entre territoires français demeurent inchangées.

Art. 4. — Le Chef du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 janvier 1946.

HAUMANT.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

CABINET

1. — *Par décision n° 1 du 2 janvier 1946.* — La démission de M^{me} Urarii a Apa, épouse Manate, est acceptée pour compter du 1^{er} janvier 1946.

Pour compter du 1^{er} janvier 1946, M^{me} Perségale (Suzanne), épouse Marbach, est nommée auxiliaire de 3^e catégorie, 24^e degré de base, pour servir en qualité de Lingère-Concierge à l'Hôpital de Papeete en remplacement de M^{me} Urarii a Apa.

2. — *Par décision n° 8 du 3 janvier 1946.* — Une prolongation de congé de convalescence d'un mois est accordée, pour compter du 29 décembre 1945, à M. Drollet (Henri), Commis principal hors classe du cadre local du Secrétariat Général.

3. — *Par décision n° 9 du 3 janvier 1946.* — Une prolongation de congé de convalescence d'un mois est accordée, pour compter du 29 décembre 1945, à M. Allain (Charles), compositeur hors classe de l'Imprimerie du Gouvernement.

* * *

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL.

1. — *Par décision n° 1129 du 27 décembre 1945.* — Un congé de convalescence de 3 mois à passer à Alger est accordé à Madame Favre (Jeanne), épouse Moureaux, institutrice de 5^e classe du cadre métropolitain. Ce congé courra du jour de son débarquement en Algérie.

2. — *Par décision n° 1130 du 27 décembre 1945.* — Une réquisition de passage en 1^{re} classe (2^e catégorie) est accordée à Madame Reche Germaine, épouse Moulins Marcel, conducteur de travaux des Postes, Télégraphes et Téléphones.

M^{me} Moulins embarquera par première occasion maritime à destination de France.

3. — *Par décision n° 1132 du 28 décembre 1945.* — Les statuts de l'Association sportive "Vénus" sont approuvés.

Le fonctionnement de cette association est autorisé dans les conditions prévues par les dispositions du code pénal et conformément aux statuts déposés.

4. — *Par décision n° 1143 du 28 décembre 1945.* — M. Puginet Ernest est autorisé à installer, avenue du Prince Hinoi à Papeete, un moteur électrique d'une puissance de 1 C.V. destiné à actionner une scie à ruban et un moteur de 1/2 C.V. destiné à actionner une scie circulaire et une polisseuse.

M. Toth Joseph est autorisé à installer sur la terre "Vaiuri", sise au district de Papara (P.K. 32), deux groupes hydroélectriques destinés à actionner des machines-outils.

* * *

NAVIGATION INTERINSULAIRE

1. — *Par décision n° 1131 du 28 décembre 1945.* — M. Castille Abel, agent auxiliaire temporaire du Service local, est nommé comptable du Service de Navigation Interinsulaire pour compter du 1^{er} janvier 1946, en remplacement de M. Noël Taea.

M. Castille Abel est également nommé, pour compter de la même date, comptable du Service des menues dépenses régi par économie, du Service de Navigation interinsulaire.

2. — *Par décision n° 5 du 3 janvier 1946.* — M. Chapmann Jean, second mécanicien de la goélette "Maoae", est nommé

mécanicien de la même goélette, en remplacement de M. Nimau Henri, débarqué sur sa demande.

Le salaire mensuel de M. Chapmann Jean est porté à trois mille sept cent cinquante francs (3.750).

La passation de service se fera dans les formes réglementaires.

La présente décision aura effet à compter du 1^{er} janvier 1946.

AVIS OFFICIELS

DÉCISION DU CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Audience du 5 décembre 1945.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie,

Vu les décrets des 5 août et 7 septembre 1881 et les actes subséquents sur l'organisation et la compétence des Conseils du Contentieux Administratif;

Vu le mémoire introductif d'instance du sieur Lavalette, enregistré le 5 août 1944 sous le numéro 3/1944 et les écritures dudit sieur Lavalette des 17 novembre et 14 décembre 1944;

Vu les mémoires en défense du Représentant de la Colonie des 6 et 25 novembre 1944 et les pièces jointes;

Où en son rapport M. A. de Monlezun, Conseiller-Rapporteur;

Où M^e Alain Richecœur, Défenseur du sieur Lavalette, en ses observations verbales;

Où M. Lestrade, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

Considérant que, dans sa requête, le sieur Lavalette, ancien Commis principal hors cadre du cadre local du Secrétariat Général de la Colonie, demande :

1^o l'annulation de l'arrêté n° 1059 c. de M. le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, en date du 12 décembre 1940, qui l'a licencié par suppression d'emploi à compter du 15 décembre de la même année;

2^o sa réintégration dans lesdites fonctions;

3^o le paiement intégral de sa solde;

4^o une somme de 20.000 francs, à titre de dommages-intérêts.

EN LA FORME:

Considérant qu'il résulte du Récépissé délivré le 17 décembre 1940 par la demoiselle Lagarde, qui remplissait les fonctions de Secrétaire-Archiviste, que la requête du sieur Lavalette fut déposée au Secrétariat du conseil à cette date, donc dans les formes et délais de la loi;

Qu'il échée, par conséquent, alors que, cependant, elle n'a été enregistrée audit Secrétariat, sur production d'une copie, que le 5 août 1944, de déclarer recevable ladite requête;

AU FOND,

Considérant que le demandeur reconnaît que les nécessités de compressions budgétaires, quoique expressément mentionnées dans l'arrêté attaqué, n'ont pas, en réalité, motivé la mesure faisant l'objet du recours;

Considérant qu'il résulte des documents versés aux débats que le Chef de la colonie et le Chef de l'Administration Générale firent immédiatement savoir à l'intéressé, rebelle, ou du moins hostile, à l'égard du Gouvernement de la France Libre auquel l'Océanie française s'était ralliée le 2 septembre 1940, que l'arrêté sus-indiqué constituait, en définitive, une sanction pour ces activités politiques jugées anti-nationales dont il s'était rendu coupable et qui, le 29 juin 1941, sur des ordres télégraphiques du Haut Commissariat de France dans le Pacifique, et parce qu'elles compromettaient les intérêts et la dignité de la Nation, devaient provoquer son internement ;

Considérant que, postérieurement au 15 décembre 1940 et jusqu'au 7 août 1944 - date de sa révocation par décret - le sieur Lavalette, notamment dans l'arrêté du 29 juin 1941 ordonnant son incarcération, fut toujours considéré par l'Administration comme étant encore Commis principal hors classe du cadre local du Secrétariat Général des Etablissements français de l'Océanie ;

Considérant qu'en raison des faits ci-dessus rapportés, l'arrêté entrepris doit nécessairement s'analyser en une simple suspension avec privation de traitement pour faute grave, conformément à l'article 15 du décret du 1^{er} septembre 1939, fixant la situation des Personnels des Administrations de l'Etat en temps de guerre et à l'article 4 du décret d'application du 12 septembre 1939 ;

Considérant qu'en suspendant avec privation de traitement le Sieur Lavalette, dont la propagande contre les Autorités Locales était un élément de trouble, le Chef de la Colonie, qui ne pouvait, en raison des circonstances, engager immédiatement la procédure de révocation, a fait un usage pleinement justifié des pouvoirs disciplinaires dont il était investi ;

Considérant qu'il échée, en conséquence, et bien qu'elle soit recevable en la forme, de rejeter la réclamation du Sieur Lavalette ;

PAR CES MOTIFS,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Le Sieur Lavalette est débouté de ses demandes, fins et conclusions.

Art. 2. — Le Sieur Lavalette est condamné aux entiers dépens de l'instance.

Ainsi jugé et prononcé, le 5 décembre 1945, en audience publique.

Le Président,

ORSELLI.

Le Rapporteur,

A. de MONLEZUN

Le Greffier,

J. GIOVANNELLI.

La République mande et ordonne au Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

*Le Secrétaire-Archiviste,
Greffier,*

J. GIOVANNELLI.

DÉCISION DU CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Audience du 5 décembre 1945.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Vu les décrets des 5 août et 7 septembre 1881 et les actes postérieurs sur l'organisation et la compétence des Conseils du Contentieux Administratif ;

Vu la requête introductive d'instance du sieur René Pailloux du 30 décembre 1944 (enregistrée sous le n° 9/1944) et les écritures subséquentes du 1^{er} septembre 1945 ;

Vu le Mémoire en défense du Représentant de l'Administration ;

Où, en son rapport, M. André de Monlezun, Conseiller-Rapporteur ;

Où le sieur René Pailloux en ses observations ;

Où, en ses conclusions, M. l'Administrateur des Colonies Auguste Lestrade, Commissaire du Gouvernement ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Attendu que le sieur René Pailloux, qui exerçait les fonctions d'Adjoint de 1^{re} classe des Services Civils des Colonies et qui n'acquiesce ni à l'arrêté du 28 avril 1941 qui l'a suspendu de ses fonctions avec privation de solde, ni au décret du 22 juin 1944 qui l'a révoqué sans pension, demande que, nonobstant le refus qui lui a été opposé par l'Administration locale le 23 novembre 1944, sa solde d'activité lui soit versée par la colonie pour tout le temps écoulé depuis le 26 avril 1941,

EN LA FORME,

Sur l'exception de forclusion opposée par le Représentant de la Colonie.

Attendu qu'aux termes de l'article 11, paragraphes 1 et 2, du décret du 5 août 1881 sus-mentionné, le recours au Conseil du Contentieux contre une décision qui y ressortit n'est pas recevable après l'expiration d'un certain délai, qui est de trois mois si cette décision a été rendue, comme c'est le cas, dans la Colonie où le demandeur en recours demeure ;

Attendu que la demande du sieur René Pailloux tend, en définitive, à l'annulation des effets de l'arrêté n° 344/C, pris le 28 avril 1941, et publié au *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie le 30 avril 1941 ;

Attendu que ledit arrêté ne présentait à aucun point de vue un caractère provisoire ;

Attendu, en outre, qu'il reçut une exécution immédiate, le sieur René Pailloux ayant été effectivement et aussitôt après suspendu de ses fonctions et privé de solde ;

Attendu que la décision attaquée fut ainsi portée instantanément par l'Administration à la connaissance de l'intéressé ;

Attendu que la requête introductive d'instance, qui est du 30 décembre 1944, a donc été déposée longtemps après les trois mois accordés par le texte organique précité ;

Attendu que si d'autres décisions ont été prises ultérieurement (décret du 22 juin 1944, refus de paiement du Gouverneur du 23 novembre 1944) elles n'ont en rien modifié les effets de la première et, dans la mesure où elles en ont pu en constituer une confirmation, elles n'ont point déplacé le point de départ du délai de trois mois et n'empêchent point, par conséquent, la forclusion dont la défenderesse fait état ;

Attendu que la demande du sieur René Pailloux n'est donc pas recevable,

PAR CES MOTIFS,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Le sieur René Pailloux est débouté de toutes ses demandes, fins et conclusions.

Art. 2.— Le sieur René Pailloux est, en outre, condamné aux entiers dépens de l'instance.

Ainsi jugé et prononcé, le 5 décembre 1945, en audience publique.

Le Président,

ORSELLI.

Le Rapporteur,

A. de MONLEZUN.

Le Greffier,

J. GIOVANNELLI.

La République mande et ordonne au Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

*Le Secrétaire-Archiviste,
Greffier,*

J. GIOVANNELLI.

DÉCISION DU CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Audience du 5 décembre 1945.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu les décrets des 5 août et 7 septembre 1881 et les actes subséquents sur l'organisation et la compétence des Conseils du Contentieux Administratif ;

Vu le Mémoire introductif d'instance du Sieur Thirel, enregistré au Secrétariat le 12 décembre 1944, sous le numéro 7/1944 et les écritures subséquentes ;

Vu les Mémoires en défense du Représentant de la Colonie ;

Où en son rapport M. A. de Monlezun, Conseiller-Rapporteur ;

Où le Sieur Thirel en ses observations verbales ;

Où M. Lestrade, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que, dans sa requête, le Sieur Marcel Thirel, ancien Commis principal hors classe du cadre local du Service des Travaux Publics de la Colonie, demande :

1^o l'annulation de l'arrêté n° 1049 c. de M. le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, en date du 12 décembre 1940, qui l'a licencié, par suppression d'emploi, à compter du 15 décembre de la même année ;

2^o la solde et les accessoires de solde dont il est privé depuis le 15 décembre 1940, majorés de 20 %, à titre de dommages-intérêts.

EN LA FORME,

Considérant qu'il est établi que le recours contre l'arrêté du 10 décembre 1940, qui avait été notifié au Sieur Marcel Thirel le 13 décembre 1940, fut, pour remise à la partie adverse, signifié au Secrétaire-Archiviste du Conseil par Pierre Assaud, Huissier, le 12 mars 1941, donc dans les délais de la loi ;

Qu'il échée, par conséquent, alors que cependant ce recours n'a été enregistré au Secrétariat que le 12 décembre 1944, de le déclarer recevable ;

AU FOND,

Considérant que le demandeur déclare lui-même que les nécessités de compression budgétaire, quoique mentionnées dans l'arrêté attaqué, n'ont pas, en réalité, motivé la mesure faisant l'objet du recours ;

Considérant qu'il ressort des documents versés aux débats et même de la requête, qu'il n'a pas été caché au Sieur Marcel Thirel, alors rebelle ou, du moins, hostile à l'égard du Gouvernement de la France Libre auquel l'Océanie française s'était ralliée le 2 septembre 1940, que l'arrêté sus-indiqué constituait, en définitive, à l'égard d'un individu qui refusait de reconnaître d'une façon quelconque l'autorité du Général de GAULLE, la sanction d'une attitude politique hautement répréhensible, qui, si elle s'était généralisée, n'aurait pas manqué de compromettre les intérêts et la dignité de la Nation ;

Considérant que, postérieurement au 15 décembre 1940, et jusqu'au jour où il refusa de reprendre ses anciennes fonctions, ainsi qu'il est indiqué dans l'arrêté du 12 juillet 1941 qui, rapportant une décision du 6 juin 1941, ordonnait sa mise en liberté, le Sieur Marcel Thirel fut toujours considéré par l'Administration comme étant encore Commis principal hors classe du cadre local du Service des Travaux publics des Etablissements français de l'Océanie ;

Considérant qu'en raison des faits ci-dessus rapportés l'arrêté entrepris doit nécessairement s'analyser en une simple suspension avec privation de traitement pour faute grave, conformément à l'article 15 du décret du 1^{er} septembre 1939 fixant la situation des Personnels des Administrations de l'Etat en temps de guerre et à l'article 4 du décret d'application du 12 septembre 1939 ;

Considérant qu'en suspendant avec privation de traitement le Sieur Marcel Thirel qui, publiquement malgré le ralliement du Territoire au Général de Gaulle, avait opté pour un Gouvernement au service de l'ennemi, le Chef de la Colonie, qui ne pouvait, en raison des circonstances, engager une procédure de révocation, a fait un usage pleinement justifié des pouvoirs disciplinaires dont il était régulièrement et légitimement investi ;

Considérant qu'il échée, en conséquence, et bien qu'elle soit recevable en la forme, de rejeter la réclamation du Sieur Marcel Thirel,

PAR CES MOTIFS,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Le Sieur Marcel Thirel est débouté de ses demandes, fins et conclusions.

Art. 2.— Le Sieur Marcel Thirel est condamné aux entiers dépens de l'instance.

Ainsi jugé et prononcé le 5 décembre 1945 en audience publique.

Le Président,

ORSELLI.

Le Rapporteur,

A. de MONLEZUN.

Le Greffier,

J. GIOVANNELLI.

La République mande et ordonne au Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

*Le Secrétaire-Archiviste,
Greffier,*

J. GIOVANNELLI.

DÉCISION DU CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Audience du 5 décembre 1945.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie, constitué conformément aux dispositions de l'arrêté n° 467/C, en date du 31 mai 1945, séant publiquement, dans la salle d'audience des Tribunaux, à Papeete (île Tahiti);

Vu les décrets des 5 août et 7 septembre 1881, sur l'organisation et la compétence des Conseils du Contentieux Administratif et réglementant la procédure à suivre dans ces Conseils;

Ensemble les décrets modificatifs des 6 novembre 1912, 13 octobre 1932, 21 décembre 1934, 24 août 1937 et 29 octobre 1942;

Vu la requête introductive d'instance du sieur Pomel (Robert), datée du 12 décembre 1944, déposée le lendemain au Secrétariat du Conseil, et ses mémoires des 15-16 mars et des 31 mars, 3 avril 1945;

Vu les mémoires en défense du Représentant de la Colonie, en date du 8 et du 26 mars 1945;

Ensemble les pièces produites;

Oui, en son rapport, M. Faugerat, Conseiller;

Oui les parties, en leurs observations orales;

Oui M. Lestrade, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Après en avoir délibéré, conformément à la loi,

EN LA FORME,

Considérant que le sieur Pomel réclame à la Colonie sa solde de fonctionnaire du cadre général des Travaux Publics des Colonies, depuis le 1^{er} janvier 1941 - date à partir de laquelle lui fut notifié le décret du 19 juillet 1944 qui l'a révoqué de son emploi -;

Qu'il ajoute ne pas acquiescer à la révocation;

Considérant que ce recours ne pourrait trouver sa source et son point de départ que dans la décision de l'Autorité locale, n° 1125/C du 31 décembre 1940, qui a limité à cette dernière date le cours du traitement de l'intéressé;

Que la légalité de cette décision, contestée par Pomel, ne saurait être examinée;

Que l'instance a été introduite plus de trois mois après la notification de cette décision, seule retenue;

Que le décret en date du 29 octobre 1943, invoqué en son article 25, paragraphe 3, vise la procédure devant le Comité temporaire du Contentieux;

Qu'il est inapplicable devant le Conseil du Contentieux administratif dans la Colonie;

Que le recours est tardif et irrecevable;

Qu'en ce qui concerne l'offre de nouvelles conclusions à l'audience par le Demandeur, le Conseil estime l'affaire étant en état, ne pouvoir les accueillir,

PAR CES MOTIFS,

DÉCIDE:

En la forme,

Article 1^{er}. — La requête du sieur Pomel est rejetée.

Art. 2. — Le demandeur est condamné aux dépens.

Ainsi fait et prononcé le 5 décembre 1945, en audience publique.

Le Président,

ORSELLI.

Le Rapporteur,

FAUGERAT.

Le Greffier,

J. GIOVANNELLI.

La République mande et ordonne au Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision,

*Le Secrétaire-Archiviste,
Greffier,*

J. GIOVANNELLI.

DÉCISION DU CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Audience du 6 décembre 1945.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie, constitué conformément aux dispositions de l'arrêté n° 467/C, en date du 31 mai 1945, séant publiquement dans la salle d'audience des Tribunaux à Papeete (île Tahiti);

Vu les décrets des 5 août et 7 septembre 1881 sur l'organisation et la compétence des Conseils du Contentieux administratif et réglementant la procédure à suivre dans ces conseils; ensemble les décrets modificatifs des 6 novembre 1912, 13 octobre 1932, 21 décembre 1934, 24 août 1937 et 29 octobre 1942;

Vu la requête introductive d'instance du sieur Bailly Georges, datée du 2 novembre 1944, déposée le lendemain au Secrétariat du Conseil; et ses mémoires du 20 janvier, du 16 et du 17 février 1945;

Vu les mémoires en défense du Représentant de l'Administration, en date du 10 janvier et du 6 février 1945, ensemble les pièces produites;

Oui en son rapport, M. Faugerat, Conseiller;

Où M. Lestrade, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que le sieur Bailly, pilote du port de Papeete, à la solde du Service local, demande à bénéficier, pour compter du 1^{er} janvier 1942, de l'indemnité spéciale temporaire, dans les conditions fixées pour les personnels des cadres locaux et auxiliaires, par l'arrêté n° 531/AGF du 23 juin 1942 ;

Que cette indemnité lui a été refusée par le Chef de la Colonie, aux termes d'une note de service n° 883/C, en date du 10 août 1942 ;

Considérant que cette note fut adressée par le Gouverneur au Secrétaire Général, transmise par celui-ci au Capitaine de Port, le lendemain et communiquée à l'intéressé qui ne conteste pas l'avoir connue à l'époque et en produit la copie ;

Que, par cet écrit, le Gouverneur faisait connaître au pétitionnaire qu'il avait décidé de ne pas lui allouer l'indemnité réclamée ;

Considérant qu'aucune forme impérative n'est imposée aux décisions du Pouvoir ;

Qu'il s'agissait bien en l'espèce d'un acte du Gouvernement, réglant une question d'administration, faisant autorité à l'égard du réclamant ;

Que l'instance a été introduite plus de trois mois après la notification de la décision visée et retenue ;

Que le recours est tardif et irrecevable,

PAR CES MOTIFS,

DÉCIDE :

En la forme :

Article 1^{er}.— La requête du sieur Bailly est rejetée.

Art. 2.— Le demandeur est condamné aux dépens.

Ainsi fait et prononcé le 6 décembre 1945, en audience publique.

Le Président,

ORSELLI.

Le Rapporteur,
A. FAUGERAT.

Le Greffier,
J. GIOVANNELLI.

La République mande et ordonne au Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Le Secrétaire-Archiviste,
Greffier,

J. GIOVANNELLI.

DÉCISION DU CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Audience du 6 décembre 1945.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie constitué conformément aux dispositions de l'arrêté n° 467 c., en date du 31 mai 1945, séant publiquement dans la salle d'audience des Tribunaux, à Papeete (Ile Tahiti) ;

Vu les décrets des 5 août et 7 septembre 1881 sur l'organisation et la compétence des Conseils du Contentieux Administratif et réglementant la procédure à suivre dans ces Conseils ; ensemble les décrets modificatifs des 6 novembre 1912, 13 octobre 1932, 21 décembre 1934, 24 août 1937 et 29 octobre 1942 ;

Vu la requête introductive d'instance du Sieur Bailly Georges, datée du 2 novembre 1944, déposée le lendemain au Secrétariat du Conseil, et ses mémoires du 20 janvier, du 16 et du 17 février 1945 ;

Vu les mémoires en défense du Représentant de l'Administration, en date du 10 janvier et du 6 février 1945 ;

Ensemble les pièces produites ;

Statuant sur la récusation proposée et précédemment jointe au fond,

La requête préalablement communiquée au Président récusé ;

Où celui-ci en sa déclaration sur les moyens de récusation ;

Attendu que, en vertu de l'article 69 du décret du 5 août 1881 les Chefs d'Administration ne peuvent jamais être récusés à l'occasion des actes de leur administration attaqués devant le Conseil du Contentieux ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— La récusation proposée n'est pas fondée, la rejette.

Art. 2.— Condamne le sieur Bailly à l'amende encourue et fixée : 100 francs.

Ainsi fait et prononcé le 6 décembre 1945 en audience publique.

Le Président,

ORSELLI.

Le Rapporteur,
A. FAUGERAT.

Le Greffier,
J. GIOVANNELLI.

La République mande et ordonne au Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Le Secrétaire-Archiviste,
Greffier,

J. GIOVANNELLI.

DÉCISION DU CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Audience du 6 décembre 1945.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie constitué conformément aux dispositions de l'arrêté n° 467 c., en date du 31 mai 1945, séant publiquement, dans la salle d'audience des Tribunaux, à Papeete ;

Vu les décrets des 5 août et 7 septembre 1881, sur l'organisation et la compétence des Conseils du Contentieux Ad-

ministériel et règlementant la procédure à suivre dans ces conseils; ensemble les décrets modificatifs des 6 novembre 1912, 13 octobre 1932, 21 décembre 1934, 24 août 1937 et 29 octobre 1942;

Vu la requête introductive d'instance du Sieur Arthur Cridland, datée du 17 juin 1944, déposée le même jour au Secrétariat du Conseil, ensemble ses mémoires en date du 23 août et du 29 septembre;

Vu les mémoires en défense du Représentant de l'Administration, en date du 9 et du 31 août 1944;

Où en son rapport M. Faugerat. Rapporteur;

Où le Sieur Cridland en ses observations orales;

Où M. Lestrade, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

EN LA FORME,

I. — Sur l'exception de caution à fournir par les étrangers.

Considérant que les biens du demandeur, malgré les charges qui les grèvent et eu égard aux faibles frais éventuels de l'instance, permettent de le dispenser de cette formalité;

II. — Sur la recevabilité.

En raison de la nature des actes attaqués,

Considérant que le Sieur Cridland base sa demande en Cinq cent mille francs d'indemnité sur les pertes qu'il aurait subies, pour n'avoir pu gérer ses biens, situés dans les îles, pendant une période s'étendant d'avril 1940 à avril 1943;

Que l'empêchement allégué proviendrait des entraves, mises à ses déplacements, par l'Autorité, pendant le laps de temps indiqué et qui lui fut nécessaire pour produire les justifications de nationalité dont il était requis par la même Autorité;

Considérant que cette demande ne vise expressément aucun acte précis de l'Administration;

Qu'elle n'est appuyée d'aucune expédition d'une décision attaquée;

Que les lettres produites, du Chef de la Colonie, en date des 19 avril et 9 mai 1944, ne sont que des fins de non-recevoir;

Qu'elles constituent la réponse à la demande préalable à l'instance, prévue par l'article 50 du 2^e décret du 28 décembre 1885, instituant un Conseil Général dans les Etablissements français de l'Océanie;

Qu'ainsi, aux termes de l'article 7 du décret du 5 août 1881, la dite requête ne peut être reçue (conf. décision du Comité temporaire du Contentieux - 16 février 1944 - Ménard c/ Commissaire aux Colonies);

En raison du délai du recours,

Considérant que la décision supposée ne pourrait être qu'antérieure à avril 1943;

Que plus de trois mois s'étaient écoulés, depuis cette date, quand le Sieur Cridland adressa au Chef de la Colonie le Mémoire préalable à l'instance, le 31 mars 1944;

Qu'ainsi, à ce point de vue encore, la requête n'est pas recevable (art. 11 - 1^{er} du décret du 5 août 1881);

Sans par suite s'arrêter ni avoir égard aux moyens sur le fond,

PAR CES MOTIFS,

DÉCIDE:

En la forme:

Article 1^{er}. — Le Sieur Cridland (Arthur) est dispensé de caution.

Art. 2. — Sa demande est rejetée.

Art. 3. — Il est condamné aux dépens.

Ainsi fait et prononcé, le 6 décembre 1945, en audience publique.

Le Président,

ORSELLI.

Le Rapporteur,

A. FAUGERAT.

Le Greffier,

J. GIOVANNELLI.

La République mande et ordonne au Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

*Le Secrétaire-Archiviste,
Greffier,*

J. GIOVANNELLI.

DÉCISION DU CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Audience du 6 décembre 1945.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie;

Vu les décrets des 5 août et 7 septembre 1881 et les textes postérieurs sur l'organisation et la compétence des Conseils du Contentieux Administratif;

Vu la requête introductive d'instance du sieur Rabinovitch du 9 juillet 1945 et les écritures subséquentes du 25 août 1945;

Vu les Mémoires en défense du Représentant de la Colonie du 14 août 1945 et du 22 septembre 1945;

Où, en son rapport, M. André de Monlezun, Conseiller-Rapporteur;

Où M^e Alain Richeœur, Avocat-Défenseur du sieur Rabinovitch;

Où, en ses conclusions, M. l'Administrateur des Colonies Auguste Lestrade, Commissaire du Gouvernement;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

Considérant que le sieur Rabinovitch demande au Conseil d'annuler l'arrêté n° 332/SG, du 18 avril 1945, de M. le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, qui, modifiant diverses décisions antérieures du Gouvernement local, a réorganisé la Chambre d'Agriculture de la Colonie,

Sur la compétence,

Considérant que si l'article 160 de l'Ordonnance Royale du 21 août 1825 et l'article 176 de l'Ordonnance Royale du 9 février 1827, auxquels se réfère l'article 3 du décret du 5 août 1881 relatif à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, rendu applicable à toutes les Colonies par le décret du 7 septembre 1881, après avoir énuméré un certain nombre d'attributions conférées aux Conseils du Contentieux Administratif

ajoute que ces Juridictions connaissent, en général, du Contentieux Administratif, on ne peut en déduire que la Juridiction administrative locale peut toujours connaître des recours tendant à l'annulation d'une décision administrative pour illégalité objective de cette décision ;

Considérant qu'il existe au contraire des limites dans l'extension de la compétence des Juridictions administratives locales au domaine de l'excès de pouvoir ;

Considérant que le recours du sieur Rabinovitch tend purement et simplement à l'annulation d'une décision réorganisant la Chambre d'Agriculture des Etablissements français de l'Océanie qui a pour attributions de donner au Gouvernement local son avis ou d'émettre des vœux sur tout ce qui se rattache à l'Agriculture dans la colonie ;

Considérant que ce litige, qui n'est aucunement d'ordre individuel, n'entre point dans les exceptions admises par la jurisprudence à la règle selon laquelle le contentieux de la légalité à l'état pur échappe aux juridictions administratives locales ;

Attendu que le sieur Rabinovitch ne peut demander au Conseil d'annuler l'arrêté 332/SG, de 18 avril 1945, et que, dès lors, le recours pour excès de pouvoir qu'il a formé à cette fin est irrecevable,

PAR CES MOTIFS,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La requête n° 2/1945 du sieur Rabinovitch est rejetée comme irrecevable.

Art. 2. — Le sieur Rabinovitch supportera les dépens afférents à cette requête.

Ainsi fait et prononcé, le 6 décembre 1945, en audience publique.

Le Président,

ORSELLI.

Le Rapporteur,

A. de MONLEZUN.

Le Greffier,

J. GIOVANNELLI.

La République mande et ordonne au Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

*Le Secrétaire-Archiviste,
Greffier,*

J. GIOVANNELLI.

DÉCISION DU CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Audience du 29 décembre 1945.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu les décrets des 5 août et 7 septembre 1881 et les actes subséquents sur l'organisation et la compétence des Conseils du Contentieux Administratif ;

Vu le mémoire introductif d'instance du sieur Gérard, enregistré le 3 novembre 1945, sous le numéro 4/1945 et ses

écritures subséquentes du 18 décembre 1945, ainsi que les pièces jointes ;

Vu le mémoire en défense du Représentant de la Colonie du 8 décembre 1945 et les pièces jointes ;

Oùï, en son rapport, M. A. de Monlezun, Conseiller-Rapporteur ;

Oùï, le sieur Gérard en ses observations verbales ;

Oùï M. Tillier, Représentant de la Colonie, en ses conclusions ;

Oùï M. Frédéric Ahnne, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EN LA FORME :

Attendu que la demande a été faite dans les formes et délais de la loi ;

Qu'il y a lieu de la recevoir.

AU FOND,

Attendu que le sieur Gérard, fonctionnaire du cadre local, directeur de l'Imprimerie du Gouvernement à Papeete, qui a été admis par arrêté n° 431 du 24 mai 1945 du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} juillet 1945, demande l'annulation de la décision enregistrée au Cabinet du Gouverneur sous le n° 880 s.g., en date du 10 octobre 1945, par laquelle le Chef du territoire a ordonné sa radiation des contrôles de l'activité le 1^{er} novembre 1945 ;

Attendu que le sieur Gérard, dont le statut est déterminé par l'arrêté n° 1068 a.g.f., du 29 octobre 1936, réglant la solde et les accessoires de solde du personnel local de la Colonie, a fait connaître en temps utile, le 26 juin 1945, qu'il avait décidé de jouir de sa pension à Paris et doit, par conséquent, bénéficier des dispositions de l'article 7 dudit arrêté, lequel précise que les fonctionnaires admis à faire valoir leurs droits à la retraite ne peuvent être rayés des contrôles avant le jour exclu de leur débarquement dans le pays de destination, s'ils s'y rendent par la première occasion ;

Attendu qu'en raison de l'intervention chirurgicale à laquelle, étant atteint d'une hernie inguinale douloureuse, il a dû se soumettre à l'Hôpital de Papeete, le 3 octobre 1945, afin d'être en état de voyager, l'Administration ne peut reprocher au sieur Gérard de n'avoir pas utilisé, pour rentrer en France, via Etats-Unis d'Amérique, le navire "Parkdale" pour lequel une réquisition de passage à employer de suite lui fut annoncée par lettre du 1^{er} octobre 1945 ;

Attendu que le sieur Gérard, en définitive, n'a jamais opposé, pour son rapatriement, un refus injustifié ;

Attendu qu'il n'a été radié des contrôles de l'activité le 1^{er} novembre 1945, par décision du 10 octobre 1945, que parce que n'était pas alors démontrée clairement l'impérieuse nécessité dans laquelle il s'était trouvé le 1^{er} octobre 1945 de provoquer l'intervention chirurgicale sus-indiquée,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La décision 880 s.g., du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, en date du 10 octobre 1945, portant, à compter du 1^{er} novembre 1945, radiation des contrôles de l'activité du sieur Gérard, fonctionnaire du cadre local, directeur de l'Imprimerie du Gouvernement à Papeete, est annulée,

Art. 2. — Les dépens sont mis à la charge de la Colonie.

Ainsi fait et prononcé le 29 décembre 1945, en audience publique.

Le Président,
HAUMANT.

Le Rapporteur,
A. de MONLEZUN.

Le Greffier,
J. GIOVANNELLI.

La République mande et ordonne au Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Le Secrétaire-Archiviste,
Greffier,
J. GIOVANNELLI.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES DIVERSES

SOCIÉTÉ ATIMAONO

Suivant délibération en date du 10 janvier 1946, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société Anonyme "SOCIÉTÉ ATIMAONO" au capital de 2.000.000 de francs dont le siège est à Papeete, Tahiti, a prononcé la dissolution anticipée de ladite Société à compter du 10 janvier 1946.

Elle a nommé comme liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus, M. Georges AHNNE.

Copie du procès-verbal de la délibération sus-énoncée a été déposée au Greffe de la Justice de Paix et du Tribunal de Commerce de Papeete.

Pour extrait et mention :
Le Conseil d'Administration.

Association Amicale de la Chine Libre de Tahiti
"KOO MEN TONG"

Assemblée Générale

Conformant à l'article 9 des Statuts, les membres de l'Association "KOO MEN TONG" sont avisés que la prochaine Assemblée Générale se tiendra au siège de l'Association à Papeete, Rue du Maréchal Foch, le Lundi 21 Janvier 1946 à 12 heures.

ORDRE DU JOUR:

Election - les membres du Comité exécutif
et du Conseil de surveillance,
Situation financière,
Questions diverses.

Le Comité exécutif.

Société Atimaono

Les porteurs d'actions de la "SOCIÉTÉ ATIMAONO" sont priés de se présenter munis de leurs titres, à compter du Mercredi 23 Janvier 1946, en l'Etude de M^e G. AHNNE, liquidateur, pour toucher la somme leur revenant dans le produit de la liquidation.

Le Liquidateur :
G. AHNNE.

Atelier de Nacre René Pailloux

René Pailloux informe son aimable et fidèle clientèle qu'à partir du 15 janvier il se tiendra à sa disposition tous les matins de 8 heures à 11 heures, le jeudi toute la journée, tous les jours de 17 heures à 19 heures à son domicile de Fariipiti, près du Blue Lagoon. (Téléphone).

Travail à façon et en gros

SPÉCIALITÉ DE COFFRETS DÉCORÉS,
INITIALES, ETC...

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

**Les Etablissements français de l'Océanie
et du-Pacifique Austral.**

Prix broché: 50 francs.

Fascicule (Bulletin officiel)

Prix broché: 2 fr. 50.

Règlement sur la circulation routière.

Prix broché: 2 fr. 50.

CALENDRIER POUR 1946

Prix en feuille: 2 francs.

SERVICE METEOROLOGIQUE

Résumé des observations du mois de novembre 1945.

DATES	TEMPÉRATURE en degrés centigrades			PRESSION ATMOSPHERIQUE corrigée à 0° et à la gravité normale 1000+				HUMIDITÉ relative en pour cent		TENSION DE VAPEUR D'EAU en millibars heure légale			Pluie en millimètres de 7 h. de jour à 7 h. demain	INSOLATION en heures et dixièmes	EVAPORATION	TEMPÉRATURE à la surface du sol		VENT AU SOL DIRECTION EN ROSE DE 8. vitesse en km/heure.					
	minimum m	maximum M	moyenne 1/2 (M + m)	matin		soir		m	M	7 H	12 H	17 H				m	M	0 H.	04 H.	08 H.	12 H.	16 H.	20 H.
				m	M	m	M																
1	22.8	34.4	28.6	2.4	3.9	0.8	3.5	46	86	24.8	25.1	23.6	2.3	9 h. 6	5.0	22.8	×	0	S 5	NW 7	NW 15	W 20	SE 2
2	22.4	34.0	28.2	1.5	3.1	0.8	4.4	58	91	23.6	26.2	27.0	"	5.1	4.5	22.5	×	SE 3	SE 5	SE 2	W 10	NE 14	SE 3
3	23.5	33.7	28.6	2.4	4.4	1.6	5.1	54	77	22.9	27.3	26.2	"	8.4	5.5	21.0	×	SE 3	S 3	NW 8	NW 25	NW 15	SW 2
4	23.9	34.3	29.1	2.7	4.4	2.3	4.2	49	84	24.8	25.1	27.9	"	10.6	5.3	22.6	×	SE 2	0	N 8	N 19	N 10	S 3
5	23.2	34.4	28.8	2.3	3.7	0.7	2.8	58	80	24.7	27.9	24.2	0.8	5.0	4.0	23.1	×	SE 1	SE 5	NE 5	NE 6	SE 2	" 4
6	22.2	31.0	26.6	0.7	2.1	-0.4	1.3	55	89	24.0	24.9	26.5	1.3	2.1	3.2	21.0	×	" 3	" 6	NE 4	N 7	SW 2	" 5
7	22.2	32.6	27.4	-1.1	0.1	-2.7	-0.9	44	99	24.6	25.5	24.7	73.5	2.9	3.2	21.1	×	" 2	0	E 20	E 15	NW 2	0
8	21.6	31.6	26.6	-3.8	-2.0	-4.3	-1.3	65	90	27.2	27.3	24.1	"	11.3	4.4	21.2	×	" 2	0	NW 6	W 15	W 25	S 1
9	23.4	33.1	28.2	-3.0	-0.8	-2.3	-0.3	56	91	23.8	28.7	28.9	11.8	11.8	3.9	22.0	×	S 5	S 6	N 4	NW 11	NW 9	SE 4
10	23.4	31.0	27.2	-2.0	-0.4	-1.5	0.7	64	94	27.3	24.8	29.0	5.3	2.6	3.1	23.3	×	SE 10	SE 12	NW 11	NW 7	NW 7	NW 4
11	24.0	31.9	28.0	-1.1	0.7	-1.1	1.2	60	90	28.2	28.1	27.9	0.6	7.8	3.2	22.8	×	" 2	" 13	W 25	W 19	W 12	0
12	23.6	32.4	28.0	-0.3	0.9	-1.1	0.9	67	89	27.5	28.9	26.6	7.9	5.9	3.1	22.6	×	SE 8	SE 4	N 5	N 10	SW 19	SE 4
13	23.6	31.9	27.7	-0.4	1.7	-0.8	2.1	68	94	27.8	28.2	26.5	2.7	3.8	2.4	22.2	×	SE 4	SE 3	SW 3	E 13	S 4	E 3
14	23.2	31.0	27.1	-1.2	2.9	0.4	3.2	56	86	24.6	24.5	24.5	0.7	1.4	4.1	22.1	×	S 1	S 4	E 4	W 12	NE 20	W 3
15	23.5	33.8	28.7	0.5	3.2	1.1	4.1	50	83	23.6	25.1	24.8	"	7.5	4.2	20.8	×	E 13	SE 4	W 10	NW 19	W 8	S 1
16	24.1	33.7	28.9	1.5	3.5	1.2	3.2	62	86	26.9	28.9	29.2	"	3.0	3.3	23.1	×	SE 3	SE 1	W 7	E 17	NW 6	NW 2
17	24.0	32.8	28.4	1.6	2.9	-0.1	2.8	65	83	27.7	31.4	29.8	"	10.1	3.9	22.3	×	SE 2	E 1	N 12	N 14	NE 12	0
18	23.8	33.5	28.6	0.9	3.3	0.0	2.9	51	82	25.6	27.9	27.6	"	8.2	4.7	23.6	×	0	SE 4	N 3	NE 9	N 16	E 7
19	23.8	32.5	28.2	0.9	2.7	0.8	3.7	56	80	23.7	25.2	28.2	"	10.5	4.6	22.2	×	SE 8	E 1	E 2	NE 30	NE 12	SW 1
20	24.3	34.4	29.3	1.6	3.2	1.1	4.2	43	82	25.6	25.0	25.7	"	10.2	6.4	24.0	×	S 1	SE 2	NE 3	NE 20	NE 8	SE 6
21	24.4	31.6	28.0	2.3	4.1	0.5	2.8	53	97	20.9	28.5	26.8	25.7	4.0	3.6	22.9	×	0	0	0	N 6	SW 6	S 4
22	23.5	31.6	27.6	0.9	3.3	0.1	2.3	60	84	26.9	29.9	27.2	0.2	5.9	2.8	22.5	×	SE 3	SE 2	NW 6	NW 11	SW 2	0
23	23.6	31.3	27.4	0.0	1.6	-0.1	2.8	62	83	27.4	26.2	25.8	"	3.1	3.2	23.4	×	SE 13	E 1	SE 2	NW 10	N 4	N 4
24	24.2	32.0	28.1	0.5	1.3	-0.4	1.7	61	84	25.2	26.2	26.2	"	7.9	3.8	23.0	×	E 7	S 4	0	NW 16	W 14	0
25	23.7	32.4	28.1	-0.3	0.9	-1.7	0.4	60	83	25.6	25.6	25.8	0.2	6.0	4.2	22.3	×	0	SE 3	SE 2	S 3	NE 9	SE 3
26	23.9	31.6	27.7	-1.7	0.4	-1.5	0.4	62	89	23.8	32.1	28.1	"	10.1	3.7	22.7	×	SE 3	SE 8	SE 6	NW 10	NW 9	0
27	23.5	31.4	27.5	-1.5	0.8	-0.8	1.7	66	91	26.5	29.4	28.5	2.6	4.2	2.3	22.6	×	SW 4	SE 5	S 7	NW 4	E 1	NE 3
28	22.8	32.2	27.5	-0.8	1.2	-1.1	0.8	67	90	26.2	29.8	27.9	1.3	6.0	3.4	22.6	×	SE 3	SE 3	SE 5	NE 15	NE 8	NE 1
29	22.9	31.6	27.2	-1.2	1.9	-0.7	1.9	60	90	29.4	28.3	26.8	22.3	3.0	3.2	22.6	×	SE 4	SE 10	NE 10	NE 7	NE 6	E 19
30	22.2	33.9	27.1	0.4	2.8	0.1	2.5	61	88	25.0	27.6	23.8	"	10.3	4.2	21.4	×	E 5	SE 2	E 1	NW 15	W 29	S 4
Total.	701.2	975.6	838.4	05.0	61.8	-08.9	65.1	1.739	2.615	765.8	819.6	799.8	159.2	198.3	116.4	673.3	×	NOMBRE DE JOURS DE (00 h. à 24 h.)					
Moyenne	23.37	32.32	27.94	0.17	2.06	-0.30	2.17	58.0	87.2	25.53	27.32	26.64		6 h. 61	3.9	22.44	×	Pluie	Orage	Eclairs	Grains	Rosée	Gouttes
																		16	9	5	1	0	0

DATES	Kilomètres parcourus par le vent au sol		VENT EN ALTITUDE Direction en rose de 16 - Vitesse en kilomètres-heure							NÉBULOSITÉ			PHÉNOMÈNES DIVERS Les heures sont exprimées en temps local.
	en 24 h.	plus forte valeur horaire	heure de début du sondage	1000 m.	2000 m.	3000 m.	4000 m.	5000 m.	6000 m.	07 H.	12 H.	17 H.	
1	184	17											BR légère 15,16 ; E soirée. Pl 04 h. 45 à 03 h. 30 ; C 13,14 ; T. 15 h. 40. C. 13 ;
2	166	15											
3	169	21											
4	149	18											AV 00 h 20, 01.30, mod 14.50 ; Pl 19.50 à 21.30 ; Pt GR 01.30. C 09 ; H 12 ; Fte AV 13.25, 14.10 ; Fte Pl 16.20 à 19.30.
5	115	13											
6	130	12											
7	171	16											H 12, partiel 17 ; Pte AV 22.00, mod. 23.00. AV mod. 00.05 ; Pl 00.40 à 02.00, Fte Pl 05.05 à 07.05 ; Fte AV 16.55 à 17 h. 45. [AV 08.30. T. 11.50 ; Fte AV 13.10 à 13.45, 14.35 à 15.30. AV 11.50, 12.45 ; Pl mod. 13.20 à 15.10, T 10.20 à 11.08 et AV 08.07, 09.20 ; T 07.50, 08.07 ; H 13. [14.30 ; E soirée. H partiel 07.08, 09 ; complet 13,14, BR mod. 17 ; E soirée. BR légère 08 à 10 ; T 14.07, 14.17 ; C soirée. T 16.00.
8	218	23											
9	157	13											
10	152	13											H partiel 09, Fte AV 12.20 ; Pl 14.50 à 17.00 ; Fb AV 17.30. H partiel 12 ; AV 15.45. H 14 ; BR sur mer 14 à 16. T 07.00 ; H partiel 08, complet 12,17 ; BR mod. 13. BR mod. 07 à 09 ; H 07,08,12 ; Pte AV 10.50 ; E soirée.
11	267	22											
12	135	14											
13	120	12											T 14.30 à 15.00 ; AV 17.35, 19.10 ; E soirée. T 07.00 ; H 10. BR légère 10 ; H 10 à 16 ; AV 02.50, Fte AV 19.05. Fte AV 04.17 ; BR légère 14.
14	188	22											
15	189	17											
16	136	15											NOTA La vitesse instantanée maximum du vent a été observée le 14 et 20 novembre ; l'anémomètre a indiqué une vitesse supérieure à 35 kilomètres/heure.
17	226	18											
18	194	19											
19	208	22											
20	200	22											
21	107	15											
22	129	14											
23	125	14											
24	143	16											
25	140	15											
26	171	12											
27	109	11	08.00	ENE 5	N 16	NNW 25	×	×	×				
28	140	15											
29	205	15											
30	225	24											
Total	4.968												
noyenne	165.6												

(I) Sont comptés comme « jour d'orage » les jours où on a entendu le tonnerre.

(II) Abréviations utilisées. — Pluie : PL, averse : AV, gouttes : G, Rosée : RS.
Brouillard : BR, halo : H, couronne : C, orage : OR, tonnerre : T, éclairs : EC, grain : G.
Matinée : mat., soirée : soir., nuit : nuit, lunaire : lun., petite : pte, bruyante : fb., légère : lég., moyen ou modéré : md., fort : ft., violent : vlt., etc.

Sondage du 27 à 3900m ; NW 19.

Le Chef du Service Météorologique,
J. GIOVANNELLI.